

L'IMPLANTATION DU PCF

Bastions ruraux, bastions urbains

Julian Mischi et Michel Streith

Editions de l'E.H.E.S.S. | *Etudes rurales*

2004/3 - n° 171-172

pages 27 à 33

ISSN 0014-2182

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-etudes-rurales-2004-3-page-27.htm>

Pour citer cet article :

Mischi Julian et Streith Michel , « L'implantation du PCF » Bastions ruraux, bastions urbains,
Etudes rurales, 2004/3 n° 171-172, p. 27-33.

Distribution électronique Cairn.info pour Editions de l'E.H.E.S.S..

© Editions de l'E.H.E.S.S.. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

I. TERRES D'IMPLANTATION, TERRES D'ÉLECTION

L'IMPLANTATION DU PCF

BASTIONS RURAUX, BASTIONS URBAINS

Julian Mischi et Michel Streith

EN L'ABSENCE D'ÉTUDES COMPARÉES, sur la longue durée, des votes communistes en zone urbaine et en zone rurale (la comparaison supposant de privilégier l'échelon cantonal, comme le suggère l'article de Jean-Claude Bontron et Agnès Roche dans ce volume), on est conduit à faire la synthèse des travaux antérieurs concernant la part du vote communiste dans différentes élections et sa distribution géographique. Il s'agit dès lors, à partir de données de seconde main sur les élections législatives, de tenter de restituer la formation de bastions ruraux et urbains, d'apprécier la délitescence ou la stabilité des votes en milieu rural selon les cycles de croissance ou de déclin du parti, par rapport à ce qui se passe en milieu urbain.

1920-1958 : croissance et constitution des bastions

Entre 1920 et 1958, le parti communiste français connaît deux phases distinctes dans ses résultats électoraux [Goguel 1951 et 1970]. Une première phase correspond à une montée progressive, hormis en 1932, du pourcentage des suffrages obtenus, de 9,5 % des suffrages

exprimés en 1924 à 15,2 % en 1936. Une seconde, entre 1945 et 1958, est marquée par le maintien des scores à un haut niveau, environ 25 %. Il convient cependant de prendre en compte la répartition géographique des électeurs en mettant en relief les zones de forte implantation.

En 1924, le PCF obtient ses scores les plus élevés, supérieurs à 20 % des suffrages exprimés, dans quatre départements : la Seine, la Seine-et-Oise, le Cher et le Lot-et-Garonne. Plus globalement, deux zones se dessinent, où le PCF est bien implanté (plus de 10 % des voix) : l'une, « ouvrière », comprend le Nord et surtout la région parisienne (qui représente le tiers du total des voix communistes) ; l'autre, plus « rurale », inclut les bordures nord et ouest du Massif central (Cher, Allier, Corrèze, Dordogne, Lot-et-Garonne) et le Midi méditerranéen (Gard, Bouches-du-Rhône, Vaucluse).

En 1928, les positions sont analogues à celles de 1924 avec un renforcement des scores dans le Centre, sur la côte méditerranéenne et dans la région parisienne. Le maximum de voix est recueilli dans le Cher.

En 1932, le PCF perd des électeurs dans toute la France (8,4 % des suffrages exprimés), mais les bastions demeurent intacts, en particulier dans le Cher où le parti enregistre ses meilleurs résultats (entre 15 % et 20 %).

En 1936, le PCF progresse (15,2 % des suffrages exprimés) et ses bastions s'étendent. Le nombre de départements dépassant les 5 % augmente. Les maximums sont atteints dans la Seine-et-Oise, dans la Seine et dans le Lot-et-Garonne, où le PCF réalise entre 30 et 40 % des suffrages. Dans les départements du Cher, de l'Allier, de l'Ariège, des Bouches-du-Rhône,

du Var et du Gard, le parti est crédité de 20 % à 25 % des suffrages.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les élections de 1946 se traduisent par un renforcement des bastions en dépit d'un resserrement des scores entre les zones de force et les zones de faiblesse. Dans le Nord et la région parisienne, le Centre (Berry, Bourbonnais, Marche et Limousin), le Sud-est méditerranéen et rhodanien, les communistes obtiennent plus de 25 % des suffrages exprimés. En dehors de ces zones, seuls le Lot-et-Garonne et les Côtes-du-Nord affichent pareil taux.

Les élections de 1951 et 1956 confirment l'implantation du PCF dans les trois bastions avec des pourcentages en hausse au sein des départements acquis en 1936.

Deux enseignements majeurs peuvent être tirés de la lecture de ces résultats électoraux. D'abord, l'émergence des bastions ruraux est contemporaine de la création du parti communiste français. Le phénomène n'est pas lié aux événements de 1936 ou à la Libération. Dès les premières élections législatives de 1924, deux zones se distinguent : les bordures septentrionales et occidentales du Massif central et le pourtour méditerranéen. De plus, l'implantation n'est pas conjoncturelle. Elle s'affirme et s'affermi au fil des élections.

Il est intéressant de confronter ces données aux discours produits par les politologues et les sociologues. Les cartes sont commentées et donnent lieu à un traitement différencié selon qu'il s'agit des bastions industriels ou des bastions ruraux. Les premiers (la région parisienne et le Nord) ne font l'objet que d'une maigre justification : les territoires industriels votent communiste au regard de la présence des ou-

vriers. La relation de causalité prolétariat-vote communiste va de soi. Certes reconnaît-on tout au plus que le PCF ne se propage pas dans toutes les régions industrialisées de France. Concernant les seconds, la situation est plus complexe. Les textes avancent, pour chaque élection, des arguments explicatifs du vote communiste dans les départements ruraux : le charisme d'un dirigeant local, une tradition radicale, socialiste, d'extrême gauche ou anticléricale, remontant parfois au XIX^e siècle. Tout se passe comme si le vote communiste en milieu rural était uniquement lié à des facteurs culturels et politiques. L'importance de la structuration sociale et économique, admise au sein des régions industrielles, est niée dans les campagnes.

1958-1978 : renforcement des bastions ruraux

Après les bons résultats obtenus sous la IV^e République, l'organisation communiste entre dans la V^e République avec un premier choc électoral lors du scrutin législatif de 1958, puis stabilise son électorat dans les années 1960-1970 sans toutefois retrouver ses positions antérieures.

Avec 19 % des suffrages exprimés, les élections législatives de novembre 1958 constituent la première chute électorale du PCF depuis la Libération. Dans ce contexte de régression, le communisme résiste relativement mieux dans ses bastions historiques que dans ses zones de faiblesse : les régions rurales où l'implantation électorale du parti remonte aux années vingt, comme les campagnes du nord et de l'ouest du Massif central, le soutiennent toujours fortement.

Après la baisse de 1958, l'audience électorale du PCF remonte, avec 22 % en novembre 1962 et 22,5 % en mars 1967. La progression est plus marquée dans la moitié nord du pays que dans la France méridionale, c'est-à-dire davantage dans les terres industrielles et urbaines que dans les régions rurales. En juin 1968, avec un score de 20 %, le PCF perd à nouveau une grande partie du terrain conquis en 1962 et 1967. Le recul est net dans ses zones de faiblesse, à savoir l'Est et l'Ouest intérieur, mais aussi dans certains bastions, surtout ouvriers et urbains. En revanche, les pertes sont plus mesurées dans ses zones d'implantation rurale : le parti résiste particulièrement bien dans les départements du Centre et du Sud-Ouest.

En mars 1973, avec 21 % des suffrages exprimés, le PCF progresse légèrement, d'une façon générale, mais recule en plusieurs endroits, notamment au sein des terres ouvrières où il est bien implanté, à savoir dans la région parisienne et en Lorraine, mais aussi dans les régions plus rurales et moins communistes de Bourgogne et des Pays de la Loire.

Cette situation différentielle entre milieu urbain et milieu rural est confirmée au scrutin de mars 1978 qui voit une perte d'ensemble de l'influence du PCF correspondant à 21 %. Alors que son déclin se poursuit dans les grands centres ouvriers traditionnels, telle la région parisienne, l'organisation communiste améliore ses résultats dans une quarantaine de départements, presque toujours moins industrialisés. Cette hausse est essentiellement notable dans trois grandes régions rurales : le Sud-Ouest (Hautes-Pyrénées, Ariège, Tarn-et-Garonne, Haute-Garonne), où le PCF profite de la régression

des réseaux socialistes et radicaux, le Centre-Limousin (Nièvre, Creuse, Allier, Cher, Haute-Vienne, Corrèze) et certains secteurs du Midi viticole en crise. Si l'audience électorale du PCF se renforce dans ses bastions ruraux, elle stagne ou diminue dans les campagnes qui ne lui sont pas historiquement favorables, c'est-à-dire dans l'Ouest et l'Est. Le recul est, par exemple, sensible dans les départements traditionnellement peu communistes du Finistère, du Calvados et du Cantal.

Vingt ans après 1958, le PCF continue donc de représenter aux environs de 20-22 %. Globalement, la géographie du vote communiste intéresse, depuis la Libération, les mêmes zones de faiblesse (concernant les campagnes, il s'agit principalement de l'Ouest intérieur, de l'est et du sud du Massif central) et les mêmes bastions (du Nord, de la région parisienne, des bordures septentrionales et occidentales du Massif central, et du pourtour méditerranéen). On peut néanmoins discerner de légères modifications dans la physionomie de l'implantation communiste en milieu rural, avec un relatif affaiblissement du Midi rouge.

1980-1990 : déclin du PCF et résistance des zones rurales

À partir de 1981, l'audience électorale de l'organisation communiste décline fortement et régulièrement. Lors du scrutin législatif de juin 1981, le PCF n'obtient plus que 16 % des suffrages exprimés. Cette baisse touche surtout les secteurs modestes ou moyens alors que les bastions s'en sortent mieux [Platone et Ranger 1981]. Malgré une rétraction brutale en volume, l'électorat n'est pas affecté dans sa géographie puisque l'implantation communiste se

structure toujours autour de ses secteurs traditionnels : Midi, Centre-Limousin, Nord et région parisienne.

En mars 1986, le déclin s'accroît : pour la première fois, le PCF passe sous la barre des 10 %. Les régions rurales font mieux face à la situation : de façon significative, les trois meilleurs scores départementaux se situent dans l'Allier, la Creuse et la Haute-Vienne [Platone 1986]. Tandis que les électeurs de la bordure nord et ouest du Massif central freinent la décrue du PCF, en terre ouvrière et urbaine, l'organisation communiste subit la concurrence du FN.

La résistance des régions rurales rouges à l'œuvre en 1986 est confirmée en juin 1988. Le rétablissement électoral (par rapport au scrutin de 1986, avec 11 %) est en effet plus net dans les bastions et, particulièrement, dans les bastions ruraux. Cinq des sept départements où le PCF détient au moins 20 % des voix sont ruraux. Les trois premiers sont l'Allier (28 %), la Haute-Vienne (28 %) et le Cher (23 %), et les deux derniers sont le Gard (20 %) et la Corrèze (20 %). Reste toujours vaillante la seule zone de forte implantation communiste dans l'Ouest : les Côtes-d'Armor. Ce rétablissement s'explique en grande partie par la stratégie du PCF, qui investit pour les élections législatives auprès des notables locaux [Courtois 1988].

En mars 1993, le PCF accuse à nouveau un score très faible : 9 % des suffrages exprimés [Courtois 1993]. Contrairement aux diminutions des années quatre-vingt, c'est là où il était traditionnellement plutôt marginalisé qu'il fait bonne figure. Le parti perd ses deux députés de l'Allier et son député du Cher, et ses élus sont désormais concentrés dans des zones urbaines

telles que l'ancienne banlieue rouge de Paris et le nord de la France. En termes de suffrages exprimés cependant, l'organisation communiste régresse autant dans ses bastions ouvriers de la région parisienne et du Nord que dans ses fiefs ruraux. Le PCF n'atteint 20 % que dans les deux départements sociologiquement opposés de l'Allier et de la Seine-Saint-Denis. Le bastion communiste du Centre est néanmoins fragilisé : la chute de la Creuse et de la Haute-Vienne (face à des listes dissidentes) fait sauter l'articulation entre le Cher et l'Allier, d'une part, et la Dordogne et la Corrèze, d'autre part.

En 1997, le PCF connaît une accalmie, avec 10 % des voix [Platone 1998]. Ce sursaut concerne à la fois certains de ses bastions traditionnels et plusieurs de ses terres de mission. Ainsi ses progrès se situent-ils dans les aires d'influence médiocre de la façade atlantique mais aussi dans les secteurs de bonne implantation du Centre et du Sud-Ouest. L'inégale assise des zones de force traditionnelles dessert les régions urbaines du Nord et profite aux régions rurales du Centre : avec le gain de sièges en Dordogne, dans le Cher et dans l'Allier, ce bastion se redessine. S'observe également une reconstitution partielle de la façade méditerranéenne grâce à l'élection de députés dans l'Hérault, le Gard et les Pyrénées-Orientales. En règle générale, si les progrès relatifs sont sensibles là où le PCF est faible, les zones rurales favorables sont de toute façon moins affectées que les régions ouvrières.

Dans les années 1980-1990, la crise du parti est donc moins sévère dans les bastions ruraux que dans les bastions urbains. Après un recul électoral qui maintient la répartition traditionnelle du communisme entre zones de force et

zones de faiblesse, les pertes d'influence les plus significatives s'enregistrent en milieu urbain. A contrario, le vote communiste tend à se réduire, à la fin des années quatre-vingt-dix,

à la France rurale et républicaine, celle qui a été successivement radicale et socialiste, à l'exception notable du Midi rouge, où l'on assiste à un véritable décrochage du PCF.

Bibliographie

Courtois, S. — 1988, « Parti communiste : les dernières cartouches? », in P. Habert et C. Ysmal eds., *Les élections législatives de 1988*. Paris, Le Figaro-Études politiques : 26-29. — 1993, « Le déclin accentué du PCF », in P. Habert, P. Perrineau et C. Ysmal eds., *Le vote sanction. Les élections législatives des 21 et 28 mars 1993*. Paris, Presses de la FNSP : 217-228.

Goguel, F. — 1951, *Géographie des élections françaises : de 1870 à 1951*. Paris, Armand Colin. — 1970, *Géographie des élections françaises sous la III^e et la IV^e République*. Paris, Presses de la FNSP.

Platone, F. — 1986, « Parti communiste : sombre dimanche, triste époque », in É. Dupoirier et G. Grunberg eds., *Mars 1986 : la drôle de défaite de la gauche*. Paris, PUF : 189-210. — 1998, « Le vote communiste. Le verre à moitié plein », in P. Perrineau et C. Ysmal eds., *Le vote surprise. Les élections législatives des 25 mai et 1^{er} juin 1997*. Paris, Presses de la FNSP : 161-188.

Platone, F. et J. Ranger — 1981, « L'échec du parti communiste aux élections du printemps 1981 », *Revue française de science politique* 5-6 : 1015-1036.

Résumé

Julian Mischi et Michel Streith, *L'implantation du PCF. Bastions ruraux, bastions urbains*

L'analyse des études consacrées aux résultats du PCF lors des scrutins législatifs de 1924 à 1997 permet de mettre en évidence la répartition géographique et l'évolution historique de l'audience électorale de l'organisation communiste en milieu rural et urbain. Il apparaît notamment que l'émergence des bastions ruraux sur les bordures septentrionales et occidentales du Massif central et sur le pourtour méditerranéen ne s'opère pas à la Libération ou pendant le Front populaire mais remonte à la création du parti, c'est-à-dire aux années vingt. Par ailleurs, à l'occasion du déclin électoral du PCF, à partir de 1958 mais surtout à partir de 1981, les pertes d'influence les plus fortes s'enregistrent en milieu urbain. Le parti résiste mieux dans ses fiefs ruraux et, en particulier, dans les régions traditionnellement républicaines du Centre.

Abstract

Julian Mischi and Michel Streith, *The French Communist Party's Rural Strongholds and Urban Citadels*

Analyzing studies of the French Communist Party's results in legislative elections from 1924 to 1997 reveals the geographical distribution of the vote and historical trends in its voter base in both rural and urban areas. Rural strongholds along the Mediterranean and in northern and western parts of the Massif Central were not established during the Popular Front or Liberation; instead, they date back to the Party's creation in the 1920s. The Party's heaviest losses of influence in elections can be observed in urban areas as of 1958 and even more after 1981. The Party has held up better in its rural strongholds, especially in traditionally republican areas in Centre Region.